

# Zeev Sternhell « En Israël pousse un racisme proche du nazisme à ses débuts »

Face à la dérive du nationalisme israélien, l'historien spécialiste du fascisme se lance dans une comparaison entre le sort des juifs sous les nazis avant la seconde guerre mondiale et celui des Palestiniens en Israël aujourd'hui

Par ZEEV STERNHELL

J e tente parfois d'imaginer comment l'historien qui vivra dans cent ans essaiera d'expliquer notre époque. A quel moment a-t-on commencé, se demandera-t-il sans doute, à comprendre en Israël que ce pays, devenu Etat constitué lors de la guerre d'indépendance de 1948, fondé sur les ruines du judaïsme européen et au prix du sang de 1 % de sa population, dont des milliers de combattants survivants de la Shoah, était devenu pour les non-juifs, sous sa domination, un monstre? Quand, exactement, les Israéliens ont-ils compris que leur cruauté envers les non-juifs sous leur emprise en territoires occupés, leur détermination à briser les espoirs d'indépendance des Palestiniens ou leur refus d'accorder l'asile aux réfugiés africains commençaient à saper la légitimité morale de leur existence nationale?

La réponse, dira peut-être l'historien, se trouve en microcosme dans les idées et les activités de deux importants députés de la majorité, Miki Zohar (Likoud) et Bezalel Smotrich (Le Foyer juif), fidèles représentants de la politique gouvernementale, récemment propulsés sur le devant de la scène. Mais ce qui est plus important encore, c'est le fait que cette même idéologie se trouve à la base des propositions de loi dites « fondamentales » (constitutionnelles), que la ministre de la justice, Ayelet Shaked, avec l'assentiment du premier ministre, Benjamin Nétanyahou, se propose de faire vite adopter par la Knesset.

Shaked, numéro deux du parti de la droite religieuse nationaliste, outre son nationalisme extrême, représente une idéologie politique selon laquelle une victoire électorale justifie la mainmise sur l'Etat et la vie sociale. Dans l'esprit de cette droite, la démocratie libérale n'est rien qu'un infantisme. On conçoit facilement la signification d'une telle démarche pour un pays de tradition britannique qui ne possède pas de Constitution écrite, seulement des règles de comportement et une armature législative qu'une majorité simple suffit pour changer.

L'élément majeur de cette nouvelle jurisprudence est une législation dite « loi sur l'Etat-nation »: il s'agit d'un acte constitutionnel nationaliste, que le nationalisme maurassien d'antan n'aurait pas renié, que M<sup>me</sup> Le Pen n'oserait pas proposer et que le nationalisme polonais et hongrois accueillera avec joie. Voilà donc les juifs qui oublient que leur sort, depuis la Révolution de 1789, est lié à celui du libéralisme et des

droits de l'homme, et qui produisent un nationalisme où se reconnaissent les plus durs des chauvinistes en Europe.

En effet, cette loi a pour objectif de soumettre les valeurs universelles des Lumières, du libéralisme et des droits de l'homme aux valeurs particularistes du nationalisme juif. Elle obligera la Cour suprême – dont Shaked, de toute façon, s'emploie à réduire les prérogatives et à casser le caractère libéral traditionnel – à rendre des verdicts conformes à la lettre et à l'esprit de la nouvelle législation. Mais la ministre va plus loin encore: elle vient juste de déclarer que les droits de l'homme devront s'incliner devant la nécessité d'assurer une majorité juive. Mais puisque aucun danger ne guette cette majorité en Israël où 80 % de la population est juive, il s'agit de préparer l'opinion publique à la situation nouvelle, qui se produira en cas d'annexion des territoires palestiniens occupés souhaitée par le parti de la ministre: la population non juive restera dépourvue du droit de vote.

## L'IMPUISSANCE DE LA GAUCHE

Grâce à l'impuissance de la gauche, cette législation servira de premier clou dans le cercueil de l'ancien Israël, celui dont il ne restera que la déclaration d'indépendance, comme une pièce de musée qui rappellera aux générations futures ce que notre pays aurait pu être si notre société ne s'était moralement décomposée en un demi-siècle d'occupation, de colonisation et d'apartheid dans les territoires conquis en 1967, et désormais occupés par quelque 300 000 colons. Aujourd'hui, la gauche n'est plus capable de faire front face à un nationalisme qui, dans sa version européenne, bien plus extrême que la nôtre, avait presque réussi à anéantir les juifs d'Europe. C'est pourquoi il convient de faire lire partout en Israël et dans le monde juif les

**« LE RACISME  
ALLEMAND AVAIT  
AUSSI ÉVOLUÉ :  
À L'ORIGINE,  
IL S'EN ÉTAIT PRIS  
AUX JUIFS EN  
VIOLANT LES DROITS  
DE L'HOMME  
ET DU CITOYEN »**

## LE CONTEXTE

### LA BATAILLE DE JÉRUSALEM

L'annonce est autant symbolique que contestée à l'international: le 6 décembre 2017, le président américain, Donald Trump, a décidé de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël.

L'ambassade américaine, actuellement établie à Tel-Aviv, ouvrira ses portes avant fin 2019. L'initiative a rapidement été saluée par le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou.

Depuis, à la Knesset, le Parlement israélien, la droite mène une offensive sur plusieurs fronts. Le 2 janvier, les députés ont voté un amendement à la Loi fondamentale, c'est-à-dire constitutionnelle, rendant impossible toute cession d'une partie de Jérusalem sans un vote emporté à la majorité de deux tiers. Plusieurs députés ont aussi avancé des projets de loi visant à redéfinir le périmètre de la ville, en rejetant des quartiers arabes entiers se trouvant au-delà du mur de séparation, ou bien en intégrant de vastes colonies.

Pour l'historien Zeev Sternhell, ces décisions visent à imposer aux Palestiniens d'accepter sans résistance l'hégémonie juive sur le territoire, les condamnant pour l'éternité au statut de population sous occupation.

des  
Ha  
bre  
cor  
sim  
che  
Ce  
ma  
s'er  
de  
que  
« pr  
ém  
toir  
pre  
d'A  
exc  
sort  
fauc  
bon  
d'ur  
trait  
tie d

LES  
Les  
s'att  
à co  
acce  
juiv  
tre le  
bert  
cas d  
cupe  
refu  
israé  
cern  
nien  
statu  
La  
pas j  
de p

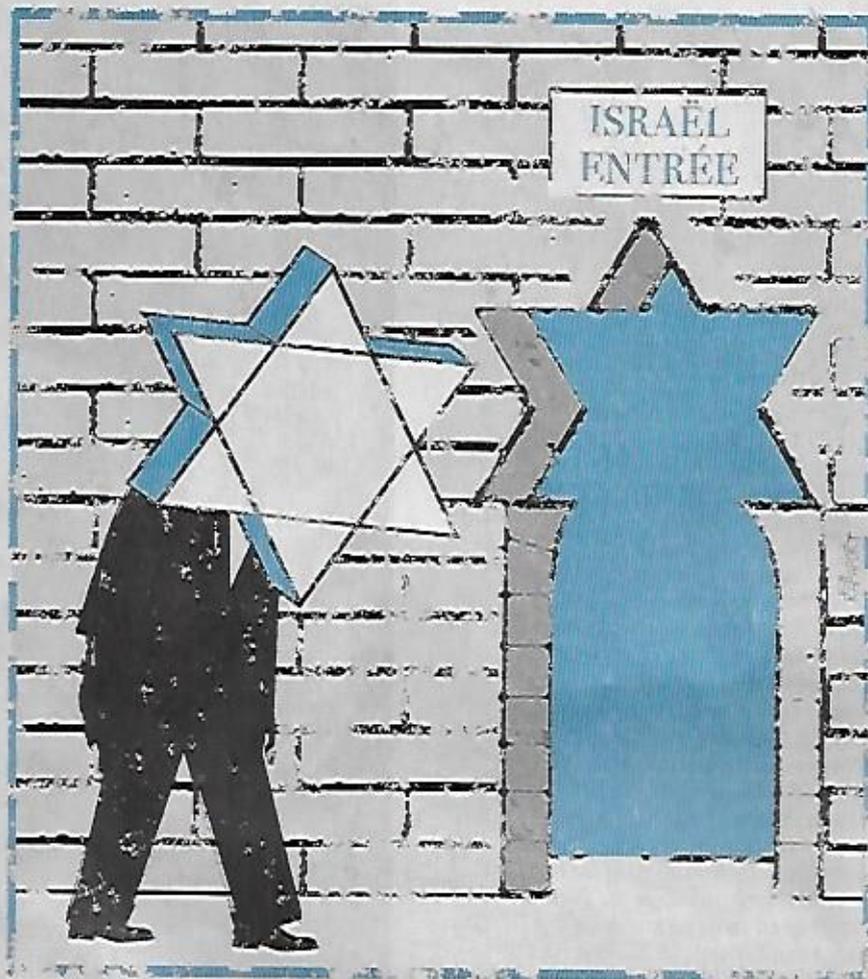
ël  
che  
S »

me  
ourd'hui

qui produisent un na-  
onnaissent les plus  
en Europe.  
pour objectif de sou-  
iverselles des Lumie-  
es droits de l'homme  
aristes du nationa-  
ra la Cour suprême  
te façon, s'emploie à  
es et à casser le caract-  
el - à rendre des vert-  
ttre et à l'esprit de la  
Mais la ministre va  
ient juste de déclarer  
me devront s'incli-  
d'assurer une majo-  
ne aucun danger ne  
n Israël ou 80% de la  
il s'agit de préparer  
situation nouvelle,  
l'annexion des terr-  
ipés souhaitée par le  
la population non  
e du droit de vote.

#### GAUCHE

e la gauche, cette lé-  
nier clou dans le cer-  
celui dont il ne res-  
d'indépendance,  
usée qui rappellera  
s ce que notre pays  
société ne s'était  
ée en un demi-siè-  
colonisation et  
erritoires conquis  
occupés par quelque  
urd'hui, la gauche  
ire front face à un  
sa version euro-  
ême que la nôtre,  
éantir les juifs d'Eu-  
vient de faire lire  
s le monde juif les



GILLES PAPAORT

deux entretiens faits par Ravit Hecht pour *Haaretz* (3 décembre 2016 et 28 octobre 2017) avec Smotrich et Zohar. On y voit comment pousse sous nos yeux non pas un simple fascisme local, mais un racisme proche du nazisme à ses débuts.

Comme toute idéologie, le racisme allemand, lui aussi, avait évolué : à l'origine, il s'en était pris aux juifs en violant les droits de l'homme et du citoyen. Il est possible que sans la seconde guerre mondiale, le « problème juif » se serait soldé par une émigration « volontaire » des juifs des territoires sous contrôle allemand. Après tout, presque tous les juifs d'Allemagne et d'Autriche ont pu sortir à temps. Il n'est pas exclu que pour certains à droite, le même sort puisse être réservé aux Palestiniens. Il faudrait qu'une occasion se présente, une bonne guerre par exemple, accompagnée d'une révolution en Jordanie, qui permettrait de refouler vers l'Est une majeure partie des habitants de la Cisjordanie occupée.

#### LE SPECTRE DE L'APARTHEID

Les Smotrich et les Zohar n'entendent pas s'attaquer physiquement aux Palestiniens, à condition, bien entendu, que ces derniers acceptent sans résistance l'hégémonie juive. Ils refusent simplement de reconnaître leurs droits de l'homme, leur droit à la liberté et à l'indépendance. D'ores et déjà, en cas d'annexion officielle des territoires occupés, eux et leurs partis annoncent qu'ils refuseront aux Palestiniens la nationalité israélienne, y compris le droit de vote. Concernant la majorité au pouvoir, les Palestiniens sont condamnés pour l'éternité au statut de population occupée.

La raison en est simple : les Arabes ne sont pas juifs, c'est pourquoi ils n'ont pas le droit de prétendre à la propriété d'une partie

quelconque de la terre promise au peuple juif. Pour Smotrich, Shaked et Zohar, un juif de Brooklyn, qui n'a peut-être jamais mis les pieds sur cette terre, en est le propriétaire légitime, mais l'Arabe, qui y est né, comme ses ancêtres avant lui, est un étranger dont la présence est acceptée uniquement par la bonne volonté des juifs et leur humanité. Le Palestinien, nous dit Zohar, « n'a pas le droit à l'autodétermination car il n'est pas le propriétaire du sol. Je le veux comme résident et ceci du fait de mon honnêteté, il est né ici, il vit ici, je ne lui dirai pas de s'en aller. Je regrette de le dire mais [les Palestiniens] souffrent d'une lacune majeure : ils ne sont pas nés juifs ».

Ainsi, même si les Palestiniens décidaient de se convertir, commençaient à se faire pousser des papillotes et à étudier la Torah et le Talmud, cela ne leur servirait à rien. Pas plus qu'aux Soudanais et Erythréens et leurs enfants, qui sont israéliens à tous égards. Il en était de même chez les nazis. Ensuite vient l'apartheid, qui, selon la plupart des « penseurs » de la droite, pourrait, sous certaines conditions, s'appliquer aux Arabes citoyens israéliens depuis la fondation de l'Etat. Pour notre malheur, beaucoup d'Israéliens, qui ont honte de tant de leurs élus, pour toutes sortes de raisons, continuent à voter pour la droite. ■

*Le quotidien israélien « Haaretz » a publié une tribune du même auteur sur ce thème*



**Zeev Sternhell** est historien, membre de l'Académie israélienne des sciences et lettres, professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem, spécialiste de l'histoire du fascisme